

« ON NOUS PREND POUR DES IMBÉCILES »

Le Nouvelliste, samedi le 23 juin 2007

Brian A. Barton, Président du Comité de Solidarité/Trois-Rivières

<http://www.cs3r.org/>

Au début du mois d'août, près de 2000 soldates et soldats québécois seront envoyés en Afghanistan pour participer à une guerre rejetée par la majorité de la population québécoise. Certains d'entre eux vont mourir là-bas ; plusieurs vont tuer des Afghans. À Québec, on a même organisé un défilé militaire pour tenter de hausser le niveau d'appui à la guerre.

En réaction à une autre bavure de l'armée américaine qui a provoqué la mort de sept enfants, une porte-parole du Ministère canadien de la Défense déclarait pour justifier la présence canadienne en Afghanistan que le Canada « n'est pas là pour faire la guerre, mais pour assurer la sécurité ».

Nous prend-on pour des imbéciles ? Même selon le site officiel du gouvernement fédéral, «La mission déployée en Afghanistan n'est pas et n'a jamais été une mission de maintien de la paix conventionnelle. Il n'y a ni accord de cessez-le-feu ni règlement de paix négocié à faire respecter. »

Les rapports militaires faisant état des pertes chez les talibans et les quelques 60 soldats canadiens tués lors de patrouilles ou d'opérations militaires sont la preuve du caractère éminemment offensif de la mission militaire canadienne en Afghanistan.

Et que penser de l'Opération Méduse menée par l'OTAN en septembre 2006 ? Les troupes canadiennes ont participé pleinement à cette offensive, y subissant des pertes significatives.

Les discours officiels canadiens font penser aux mensonges utilisés par l'administration Bush pour attaquer l'Irak. C'est aussi sous un prétexte, celui de « capturer Ossama Ben Laden et fermer les camps d'entraînement terroriste » que les Etats-Unis ont envahi l'Afghanistan.

Derrière les belles déclarations d'intentions à l'effet d'une présence militaire étrangère pour « reconstruire » le pays et aider la population, se profilent des intérêts stratégiques poursuivis par des gouvernements occidentaux, et en premier lieu celui des États-Unis face aux pays asiatiques émergents et surtout la Chine. De même que des intérêts économiques visant à protéger les investissements des grandes compagnies pétrolières, notamment UNOCAL, et sécuriser les approvisionnements et la circulation du pétrole.

Les problèmes de l'Afghanistan ne sauraient être résolus militairement. Le général Andrew Leslie, chef d'état major de l'Armée de terre reconnaissait les limites de l'action militaire en déclarant « Chaque fois que vous tuez un jeune homme en colère outremer, vous en créez 15 autres qui voudront se jeter sur vous. ».

Malheureusement aucune solution magique n'existe pour résoudre les problèmes considérables de la population afghane. Une chose est sûre cependant. Les sommes astronomiques gaspillées en de vaines opérations militaires auraient pu permettre d'énormes progrès si elles avaient été plutôt consacrées à des actions d'assistance humanitaire et de promotion des droits de la population.

C'est pourquoi le Comité de solidarité/Trois-Rivières ainsi que l'Association québécoise d'organismes de coopération internationale (AQOCI), qui regroupe 60 organisations au Québec, dont notre comité, demandent le retrait immédiat de toutes les troupes canadiennes de l'Afghanistan, et contestent la décision politique d'envoyer des soldats québécois pour tuer et être tués dans une opération militaire aussi inutile qu'illégitime. À cet effet, des cartes à signer sont disponibles au Comité (819-373-2598) pour exprimer à M. Harper notre demande du retrait immédiat des troupes canadiennes d'Afghanistan.